



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 26 novembre 2014 — N° 47

Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Huntingdon sur le sujet suivant : *Souligner la participation de M. Philippe L'Écuyer au tournoi mondial de handball.*
- Le député de Berthier sur le sujet suivant : *Hommage à Sylvain McKenzie.*
- La députée de Richmond sur le sujet suivant : *Souligner le 45^e anniversaire de l'AFÉAS de Saint-Denis.*
- Le député de Drummond–Bois-Francs sur le sujet suivant : *Le 40^e anniversaire de l'Ensemble folklorique Mackinaw.*
- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Félicitations aux organismes communautaires de Laval-des-Rapides.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *Hommage à monsieur Samuel Côté.*
- Le député de Louis-Hébert sur le sujet suivant : *Souligner le 40^e anniversaire de la Société historique du Cap-Rouge.*
- Le député de Masson sur le sujet suivant : *Monument à la mémoire de Julie Surprenant.*
- Le député de Robert-Baldwin sur le sujet suivant : *Souligner les 30 ans de M. Ed Janiszewski comme maire de Dollard-des-Ormeaux.*
- Le député de Rivière-du-Loup–Témiscouata sur le sujet suivant : *Félicitations à l'entreprise Adélarde Soucy de Rivière-du-Loup.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 10
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 25 septembre 2014
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 18 novembre 2014
Reprise du débat, ajourné au nom de la députée de Taillon le **25 novembre 2014**, sur la motion de report du député de Labelle proposant que la motion en discussion soit modifiée en retranchant le mot « maintenant » et en ajoutant, à la fin, les mots « dans deux mois »
- 2) Projet de loi n° 19
Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations le **12 novembre 2014**
- 3) Projet de loi n° 21
Loi concernant principalement la mise en œuvre d'ententes en matière de travail entre le gouvernement du Québec et le Conseil Mohawk de Kahnawake
Présenté par le ministre responsable des Affaires autochtones le **11 novembre 2014**

- 4) Projet de loi n° 23
Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal relativement à la composition du comité exécutif
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **12 novembre 2014**

Étude détaillée en commission

- 5) Projet de loi n° 3
Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 12 juin 2014
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 16 septembre 2014
Principe adopté le **1^{er} octobre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 6) Projet de loi n° 11
Loi sur la Société du Plan Nord
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et ministre responsable du Plan Nord le 30 septembre 2014
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 29 octobre 2014
Principe adopté le **5 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles
- 7) Projet de loi n° 15
Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 9 octobre 2014
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 5 novembre 2014
Principe adopté le **6 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 8) Projet de loi n° 16
Loi modifiant la Loi sur les véhicules hors route et d'autres dispositions
Présenté par le ministre des Transports le 4 novembre 2014
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement
(consultations) déposé le 19 novembre 2014
Principe adopté le **25 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

Prise en considération de rapports de commissions

- 9) Projet de loi n° 17
Loi modifiant la Loi sur le Barreau, la Loi sur le notariat et le Code des professions
Présenté par la ministre de la Justice le 4 novembre 2014
Principe adopté le 11 novembre 2014
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 13 novembre 2014
Rapport de la Commission des institutions déposé le **20 novembre 2014**

- 10) Projet de loi n° 22
Loi donnant suite aux conclusions du Rapport du groupe spécial constitué en vertu de l'Accord sur le commerce intérieur concernant les articles 7.1 et 7.2 de la Loi sur les produits alimentaires
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations le 12 novembre 2014
Principe adopté le 19 novembre 2014
Rapport de la Commission de l'économie et du travail déposé le **25 novembre 2014**

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 11) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

- 12)** Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 13)** Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 14)** Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 15)** Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 16)** Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 17)** Projet de loi n° 200
Loi concernant la Municipalité de Lac-Simon
Présenté par le député de Papineau le **11 juin 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 18) Projet de loi n° 201
Loi concernant la Ville de Westmount
Présenté par le député de D'Arcy-McGee le **12 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 19) Projet de loi n° 202
Loi concernant la Régie intermunicipale de valorisation des matières organiques de Beauharnois-Salaberry et de Roussillon
Présenté par le député de Huntingdon le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 20) Projet de loi n° 203
Loi concernant la vente d'un immeuble situé dans le site patrimonial de La Grave
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 21) Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

- 22) 22 octobre 2014
Motion inscrite par le leader du gouvernement, en vertu de l'article 146 du Règlement :

QUE la Commission des institutions procède à des consultations particulières pour analyser les effets que peut avoir sur nos institutions démocratiques et sur l'indépendance et la liberté de presse, le fait pour un député ou un membre du Conseil exécutif de détenir directement ou indirectement la majorité des actions d'une entreprise médiatique ou d'être dans une position de contrôle au sein d'une telle entreprise;

QU'à cette fin, la Commission entend l'Association des journalistes indépendants du Québec, le Conseil de presse du Québec, la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, monsieur Michel Nadeau, directeur général de l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques, Me Henri Brun, professeur associé à la Faculté de droit de l'Université Laval, madame Dominique Payette, professeure au département d'information et de communication de l'Université Laval, monsieur Florian Sauvageau, président du conseil d'administration du Centre d'études sur les médias de l'Université Laval, ainsi que toutes les autres personnes et organismes qu'elle jugera nécessaire de convoquer;

QUE l'organisation du mandat soit confiée aux membres de la Commission;

QU'au terme de ces auditions et conformément aux dispositions réglementaires, les membres de la Commission puissent déterminer en séance de travail des observations, conclusions ou recommandations incluant, le cas échéant, les meilleurs moyens législatifs à prendre et que le rapport de la Commission soit déposé à l'Assemblée au plus tard le vendredi 28 novembre 2014 à moins que la Commission n'en décide autrement.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition sur le chapitre 4 du rapport du Vérificateur général d'automne 2013 portant sur la gouvernance et la gestion des grands projets d'infrastructure de l'Agence métropolitaine de transport.
- Audition sur le chapitre 6 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur les médicaments et les services pharmaceutiques.
- Étude des rapports annuels sur l'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition sur le chapitre 2 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur la réalisation et l'exploitation d'aires de service.
- Audition sur le chapitre 4 du rapport du commissaire au développement durable du printemps 2014 portant sur la gestion et l'aide financière du Fonds vert.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 11**, Loi sur la Société du Plan Nord (mandat confié le 5 novembre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 3**, Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (mandat confié le 1^{er} octobre 2014).
- **Projet de loi n° 200**, Loi concernant la Municipalité de Lac-Simon (mandat confié le 11 juin 2014).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 19**, Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 25 novembre 2014).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 15**, Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État (mandat confié le 6 novembre 2014).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 21**, Loi concernant principalement la mise en œuvre d'ententes en matière de travail entre le gouvernement du Québec et le Conseil Mohawk de Kahnawake (mandat confié le 18 novembre 2014).

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat conféré par une loi

- Examen des rapports sur les activités du Fonds de soutien aux proches aidants et sur celles de la Société de gestion L'Appui pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013.
- Examen des rapports sur les activités du Fonds pour le développement des jeunes enfants et sur celles de la Société de gestion Avenir d'enfants pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Interpellation :

- De la députée de Taillon au ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : *L'entente salariale conclue en 2011 entre l'actuel ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et l'actuel ministre de la Santé et des Services sociaux concernant la rémunération des médecins spécialistes et ses impacts sur la situation budgétaire du Québec* (avis donné le 22 mai 2014).

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 16**, Loi modifiant la Loi sur les véhicules hors route et d'autres dispositions (mandat confié le 25 novembre 2014).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 18) Mme Maltais (Taschereau) – **2 octobre 2014**
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Le 8 juillet 2014, lors d'une conférence de presse, le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport a affirmé que lorsqu'il avait décidé de retourner à la pratique médicale en septembre 2012, alors qu'il était député de l'opposition officielle, il avait demandé un avis au Commissaire à l'éthique et à la déontologie quant à cette situation.

Est-ce que le ministre s'engage à déposer en Chambre la demande d'avis au Commissaire à l'éthique et à la déontologie?

Est-ce que le ministre s'engage à déposer en Chambre la réponse du Commissaire à l'éthique et à la déontologie à cette demande d'avis?

Est-ce que le ministre s'engage à déposer l'ensemble de la correspondance qu'il a entretenue avec le Commissaire à l'éthique et à la déontologie en regard à cette situation?

- 20) M. Lisée (Rosemont) – **8 octobre 2014**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

En suivi des propos tenus par le ministre en réaction à la décision de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal de mettre fin au versement de l'allocation de fréquentation aux usagers ayant une déficience intellectuelle par les CRDITED, qu'il a qualifiée d'«inacceptable» :

- Nous souhaitons obtenir une copie de la directive ministérielle demandant le maintien de l'allocation de 4,36\$ aux personnes visées par ce programme pour la région de Montréal, ainsi que pour toutes les autres régions le cas échéant.

24) M. Surprenant (Groulx) – **4 novembre 2014**
Au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Nous apprenions le mois dernier que le nombre de « vraies » fraudes à l'aide sociale a oscillé entre 16 000 et 20 000 cas entre 2009-2010 et 2013-2014, sans augmentation ou diminution constante. Par contre, les montants en cause ont augmenté de façon constante pour ces mêmes années, passant de 68,6 millions \$ à 86,4 millions \$.

Or, depuis 2009, le nombre moyen d'enquêteurs au ministère est passé de 162 à 134. Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale a promis en juin dernier d'en ajouter 10, à coût nul.

Combien des 10 nouveaux employés promis par le ministre ont-ils été embauchés à ce jour et quel est le bilan de leur travail et de l'équipe en place pour récupérer l'argent versé aux fraudeurs? Quelles autres mesures le ministre a-t-il mises en place ou a-t-il prévues afin de récupérer cet argent?

25) M. Lisée (Rosemont) – **11 novembre 2014**
À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique

Malgré qu'il ait soutenu et voté en faveur d'une motion demandant le rehaussement du financement des organismes communautaires le 14 mai 2013, le gouvernement refuse toujours de poser des gestes cohérents avec ses prises de position. La motion se lit comme suit :

«Que l'Assemblée nationale demande au gouvernement de rehausser le financement des organismes d'action communautaire autonome en santé et services sociaux;

Que l'Assemblée nationale souligne l'apport des organismes d'action communautaire autonome au développement social et économique du Québec. »

- Nous souhaitons obtenir les sommes versées à chacun des organismes communautaires œuvrant auprès des personnes handicapées, des personnes ayant une déficience intellectuelle ou physique ou ayant un trouble du spectre de l'autisme par l'Agence de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine en 2014-2015, ainsi que le seuil plancher établi par l'Agence pour chacun de ces organismes.
- Nous souhaitons savoir les raisons qui expliquent l'écart entre les seuils planchers et les sommes versées aux organismes.
- Nous souhaitons savoir les démarches qui ont été mises en œuvre à l'Agence depuis le début de l'année pour venir en aide à ces organismes et pour atténuer les impacts de leur sous-financement.
- Concernant le cas de l'Association des personnes handicapées des Îles-de-la-Madeleine (APHI), qui est le seul organisme à offrir des services aux personnes ayant une déficience physique, une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme aux Îles, comment expliquer qu'elle est toujours sous-financée à l'heure actuelle, mettant en péril sa mission et sa capacité d'offrir des services douze mois par année?
- La ministre s'engage-t-elle à rencontrer l'APHI afin de constater l'ampleur des conséquences de son inaction en matière de financement du milieu communautaire et de les aider à trouver des solutions pour que les services offerts aux personnes handicapées soient maintenus douze mois par année?

26) Mme Maltais (Taschereau) – **26 novembre 2014**
Au premier ministre

À la suite du dévoilement de documents de l'UPAC visant le cabinet de l'ex-ministre Nathalie Normandeau, le 16 avril dernier, j'avais demandé, lors d'une conférence de presse, au premier ministre de répondre à certaines questions. Celles-ci n'ayant pas été répondues, je lui repose :

- Le premier ministre a-t-il eu ces informations lors de la perquisition à la permanence du PLQ en juillet 2013? Si oui, quels gestes a-t-il posés pour y remédier?
- Pendant combien d'années cette double comptabilité, le 127^e comté, a-t-elle existé?
- Le 127^e comté existe-t-il toujours?
- Enfin, quelle somme d'argent a transigé par le 127^e comté?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 20 novembre 2014
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 – *ministre des Finances*.
- b) 20 novembre 2014
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés – *ministre de la Famille*.

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

Motions de censure

- c) 25 novembre 2014
Motion de censure inscrite par le député de Terrebonne en vertu de l'article 304 du Règlement :

QUE l'Assemblée nationale du Québec retire sa confiance au gouvernement libéral, pour avoir renié sa promesse électorale faite aux Québécois de ne pas augmenter les tarifs des services de garde au-delà de l'inflation, et pour sa décision de moduler ces mêmes tarifs en fonction des revenus des parents.

II. NOUVEAUX PRÉAVIS